

Note n° 59 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 8 juillet 2019

Réunion et décisions des neuf

Le « Groupe des neuf » organisations des retraité-e-s s'est réuni le 1^{er} juillet dans les locaux de la FSU. Toutes les organisations étaient présentes, sauf la CFE-CGC excusée. Voici leurs principales décisions.

Prochaine mobilisation nationale des retraité-e-s dans tous les départements : mardi 8 octobre 2020. Cette action sera précédée, alimentée par :

- **un tract général** sur nos revendications notamment sur le pouvoir d'achat,
- **notre réaction sur le PLFSS 2020** qui devrait mettre en œuvre les annonces/reculs du Président Macron de janvier : un communiqué de presse des neuf et un courrier à tous les présidents de groupe parlementaire sur nos revendications.

Par ailleurs, la campagne de cartes/pétitions se poursuit pour celles et ceux qui en ont encore.

Courriers aux Maires leur demandant de faire voter par leur conseil municipal une motion de soutien aux revendications des retraité-e-s. Il est décidé de recenser les réponses, de remercier ceux qui ont répondu, d'insister publiquement auprès des autres, puis de contacter les trois associations de Maires.

Aide à domicile et établissements EHPAD. Les neuf souhaitent une rencontre et la demandent aux représentant-e-s des associations d'aides à domicile et des syndicats des EHPAD, afin de travailler ensemble et d'organiser des actions communes suite à celle du 1^{er} juillet.

Les neufs seront attentifs aux prochaines actions des actifs-ves des EHPAD et de l'Aide à domicile. En tant qu'usagers, nous exprimerons notre solidarité et apporterons notre soutien actif.

Haut conseil de l'Âge HCFEA :

- **Les structures départementales du HCFEA fonctionnent mal**, disposent de peu de moyens, ce qui n'apparaît pas dans le bilan officiel. Il sera demandé aux camarades investi-e-s dans les CDCA d'écrire un contre-bilan que nous communiquerons au Président du Haut Conseil.
- **La loi « dépendance Grand Âge »** a été confirmée par le premier ministre mais nous n'en avons aucune nouvelle. Les neuf demandent une rencontre à Agnès Buzin qui a annoncé des mesures sur le vieillissement dans le PLFSS par redéploiement, mais qui laisse fermer 30 à 50 % de lits de gériatrie au sein des unités de soins de longue durée des Hôpitaux de Paris.
- **Le Président du Haut conseil**, lors de sa rencontre avec le groupe de 9, a annoncé trois notes du Haut conseil (indexation des pensions, réversion, calendrier) concernant les conséquences de la réforme des retraites pour les retraité-e-s. Elles peuvent être un point d'appui supplémentaire si nos revendications sont reprises après le débat par le Haut Conseil.

Prochaine réunion des neuf, au siège de FO, le vendredi 6 septembre.

Infos locales du 20 juin

Côtes d'Or : dépôt des pétitions à 11 h à la Préfecture.

Marseille : rassemblement avec prises de parole devant la Préfecture où une délégation a remis les pétitions au secrétaire de cabinet du Préfet à qui elle a remis les cartes pétitions.

Nantes : 2 000 cartes pétitions, sur les 6 000 signées en Loire-Atlantique, ont été remises en Préfecture.

Quimper : rassemblement devant la Poste pour mettre dans les boîtes aux lettres les dernières cartes pétitions soit 600 en plus des 2 500 envoyées précédemment. Cela aurait été bien mieux avec un minimum d'unité entre les neuf, ne serait-ce que pour distribuer ensemble le tract et faire signer la pétition.

Reims : la conférence de presse a été suivie d'une remise de 3 000 pétitions à la Préfecture par une délégation.

Savoie : rassemblement avec remise d'une lettre au Préfet avec le reste de pétitions qui n'avaient pas été envoyées.

Paris : rassemblement place Saint Augustin à 14 h 30 avec 250 représentant-e-s des départements et des camarades d'Ile-de-France. Sur les 200 000 cartes pétitions signées, 60 000 ont été regroupées pour les remettre en mains propres à M. Macron... qui n'a pas daigné recevoir une délégation, il a fallu les déposer aux services techniques de l'Élysée. Les prises de parole ont insisté sur le mépris qui exaspère les retraité-e-s.



Conférence de presse des neuf

Les 9 organisations de retraité-e-s ont tenu une conférence de presse le jeudi 20 juin à 11 h dans les locaux de FO à Paris. Elle a permis de rappeler que ce 20 juin était la huitième journée nationale de mobilisation à l'initiative des 9 depuis l'élection de M. Macron, qui n'a pas été le premier à s'attaquer au pouvoir d'achat des personnes retraitées mais, manifestement, lui, il fait plus vite et plus fort ! Depuis deux ans, Président de la République, Premier ministre et ministre de la Santé, ignorent et méprisent totalement nos neuf organisations et les personnes retraitées.

Le nombre important de signatures centralisées à partir de la carte pétition destinée à l'Élysée confirme un mécontentement toujours élevé chez les personnes retraitées. Leur grand nombre dans les mobilisations « gilets jaunes » en atteste également. Nous avons insisté sur le double discours du gouvernement : il se dit « *attaché à la défense de notre modèle social* » et ne cesse de le mettre à mal, il se déclare soucieux de la vie des gens et de leur besoin de services publics et n'a de cesse de fermer des écoles, des maternités, des gares, des postes, des perceptions, des lits en gériatrie, etc.

Informations des structures

AG constitutive en Ile-et-Vilaine

Des retraité-e-s de SUD Télécoms, SUD Santé sociaux, SUD Collectivités territoriales et SUD éducation du 35 se sont réunis vendredi 14 juin. Ils ont discuté de la construction de l'UNIRS nationale, des actions menées avec les neuf, ... puis de statuts d'un syndicat retraité-e-s qu'ils ont adoptés et vont déposer. Ils espèrent ainsi offrir un endroit de discussion et d'action aux 55 adhérent-e-s connus, sur les 2 700 Solidaires du département.

Les « isolé-e-s » adhéreront directement à Solidaires 35 qui assurera la trésorerie, recettes et dépenses.

La prochaine réunion, en septembre, discutera de l'AG de l'UNIRS et mandatera des délégués.

Rencontre des 9 au HCFEA

Une délégation des 9 organisations de retraité-e-s a été reçue le mercredi 19 juin 2019 par M. Bertrand Fragonard, Président du Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age (HCFEA). L'UNIRS était présente, alors que Solidaires est la seule organisation syndicale à être exclue de cette instance. M. Fragonard voulait interroger les neuf au sujet d'une éventuelle expression du HCFEA sur la réforme des retraites en cours ... dans le cas où nous penserions que les retraité-e-s seront impactées par cette réforme, en opposition avec des discours rassurants de membres du gouvernement.

Les neuf n'ont aucune illusion sur l'accueil par le gouvernement d'un avis du HCFEA qui n'est que consultatif. Néanmoins, nous avons insisté sur :

- **Le mécanisme d'indexation des pensions**, dans un contexte de plafonnement à 13,8 % du poids des retraité-e-s dans le PIB, ce qui va obliger un nombre de retraité-e-s en augmentation à se partager la même part.

- **Les pensions de réversion.**

Sur ces deux points, M. Fragonard envisage deux notes, sur lesquels le HCFEA sera consulté. Sur la réversion, il pense que le gouvernement accordera la réversion seulement aux couples mariés, probablement sous conditions de ressources et que le taux de la réversion variera probablement en fonction du revenu.

Réforme des retraites et évolution de nos pensions

Vers la mi-juillet, le rapport du Haut-commissariat à la réforme des retraites contiendra les éléments essentiels qui devraient servir de base au gouvernement pour écrire son projet de loi qu'il veut faire discuter à l'automne et voter en 2020, après les municipales.

Le gouvernement veut rassurer les personnes actuellement en retraite en affirmant qu'elles ne seront pas concernées. Pourtant, sa « règle d'or » de blocage à 13,8 % de la part des retraites dans le PIB, aurait des conséquences dramatiques que le dernier rapport annuel du COR de juin 2019 précise.

D'ici 2050 le nombre de retraité-es augmentera de 20 % et devra se partager la même part de PIB :

- La pension nette moyenne augmenterait de 25 à 51 % d'ici 2070, selon les scénarios, alors que le revenu net d'activité moyen progresserait de 69 à 139 % (soit 2,7 fois plus).
- De ce fait, les pensions nettes passeraient de 65,8 % du revenu moyen des actifs à 42 ou 48 %.
- Le niveau de vie, comparable actuellement à celui des actifs, passerait à 78 ou 87 % de celui des ménages.

La propagande / communication du gouvernement semble s'essouffler. La réforme des retraites était soutenue par 2/3 de la population, maintenant, selon un sondage Elabe, 47 % y sont opposés, 27 % sont pour et 25 % n'ont pas d'avis. Macron n'a pas pu cacher plus longtemps qu'il allait falloir « *travailler plus* » avant de partir à la retraite. Il maintient l'âge de départ à 62 ans, mais avec une grosse décote qui en obligera beaucoup à attendre 64 ans. Le sondage révèle aussi la perception des inconvénients de la réforme : pour 44 % elle va imposer de travailler plus longtemps, pour 30 % elle va diminuer les pensions.

Solidaires refuse ce système à points injuste qui augmente les inégalités, travaille à une mobilisation unitaire pour maintenir et améliorer nos systèmes de retraite.